

La Commission européenne pose son label sur les plans de relance des Etats membres

José Manuel Barroso proposera aux Vingt-Sept une « boîte à outils » pour encadrer les mesures de soutien. Il tente de préserver le pacte de stabilité et les règles de la concurrence

En Europe, la Commission a deux solutions pour faire face à une récession : la méthode Jacques Delors, qui consista à annoncer, en décembre 1994 à Essen, un gigantesque plan de grands travaux. « Ces projets étaient prioritaires, ils le sont toujours », lance, lapidaire, un diplomate français ; celle de José Manuel Barroso, qui va consister, mercredi 26 novembre, à emballer les mesures nationales des Vingt-Sept pour leur donner au mieux une cohérence, au pis un vernis européen.

Les Vingt-Sept avaient annoncé, mi-octobre, un plan de 1800 milliards d'euros de garanties pour sauver les banques. Ils veulent afficher, lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre, un plan de relance supérieur à 1 % du produit intérieur brut (PIB) européen, soit 130 milliards d'euros pour redonner la confiance. Ce plan sera essentiellement l'addition des mesures nationales, aucune augmentation du budget européen (1 % du PIB de l'Union) n'étant prévue. La chancelière allemande, Angela Merkel, n'en veut pas, d'autant que les Vingt-Sept sont incapables de dépenser les sommes budgétisées au titre des politiques de solidarité européenne. En revanche, il est envisagé de dépenser de manière concertée les 7 milliards de surplus du budget européen de 2008, normalement rétrocédés aux Etats.

L'ambition européenne peut apparaître faible comparée aux centaines de milliards de dollars évoqués par le président américain élu, Barack Obama, mais les économies ne sont pas comparables : la force de leur Etat-providence fait que les Européens font de la relance automatique (les prestations et les déficits augmentent mécaniquement avec le ralentissement et la hausse du chômage).

M. Barroso, lui, n'a guère le choix : les Etats ont déjà présenté, en ordre dispersé, des plans nationaux. Le premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé, seul, une baisse généralisée de la TVA, alors que Paris et Berlin rejettent cette mesure jugée coûteuse et inefficace. La



Nicolas Sarkozy, François Fillon et Angela Merkel à l'Elysée, lundi 24 novembre, lors du conseil des ministres franco-allemand.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FEDEPHOTO POUR « LE MONDE »

Commission espère limiter les politiques contradictoires et encadrer les pratiques des Etats en leur fournissant une « boîte à outils » de la relance. Les mesures doivent être « ciblées, rapides et temporaires ». Elles doivent être compatibles avec la politique à long terme de l'Europe (stratégie de modernisation dite de Lisbonne et adaptation au changement climatique et au renchérissement de l'énergie). Il convient de ne pas saborder le pacte de stabilité et le marché intérieur, qui ont protégé la zone euro.

La baisse des taux. C'est l'outil le plus efficace en cas de ralentissement généralisé. Contrairement à son homologue américaine, la Banque centrale européenne (BCE) dispose de marges de manœuvre, le loyer de l'argent se situant à 3,25 %.

L'assouplissement des règles de concurrence. Il est privilégié par M^{me} Merkel. Ce genre de mesures, « qui ne coûtent pas d'argent », permettra de

soutenir la croissance. M^{me} Merkel souhaite relever le montant des aides que les Etats peuvent allouer à leurs PME sans demander l'autorisation de Bruxelles. La Commission est sceptique.

La relance budgétaire. Elle est prônée pour tous et plus seulement ceux qui ont assaini leurs finances. La Commission voudrait appliquer la procédure pour déficit excessif pour être certaine que les Etats restent dans une « trajectoire » de retour à l'équilibre, tandis que certains pays, comme la France, voudraient avoir les mains libres. Chacun assure ne pas vouloir faire de la relance tous azimuts, comme celle des années 1970 qui avait sapé la compétitivité européenne.

L'investissement. Il sera donc favorisé. Comme à chaque crise, on invoque la Banque européenne d'investissement (BEI). L'idée est d'aider deux secteurs, l'automobile et le bâtiment.

La fiscalité. Sans cesse invoquée, elle est

quasi inutilisable en Europe, bloquée par la règle de l'unanimité. La Commission devrait tolérer les bonus malus en faveur des produits environnementaux, mais la baisse de la TVA sur l'automobile est jugée illusoire par les experts. L'adoption d'une fiscalité verte passe par une directive attendue pour la fin 2008, qui devra ensuite être adoptée à l'unanimité. Les délais se comptent en mois, habituellement en années.

Le volet social. Les Vingt-Sept comptent montrer qu'ils s'occupent des plus vulnérables après avoir sauvé les banques. La Commission voudrait accélérer le déblocage des fonds sociaux européens. En France, Martin Hirsch, haut commissaire aux solidarités actives, devait présenter des propositions à Nicolas Sarkozy, mardi 25 novembre, pour aider les ménages les plus pauvres, notamment surendettés, alors que le nombre de RMistes repart à la hausse. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

ALLEMAGNE

Outre-Rhin, le moral des entrepreneurs chute au niveau de la récession de 1993

BERLIN
CORRESPONDANTE

L'Allemagne craint de s'installer durablement dans la récession alors que le moral de ses entrepreneurs est au plus bas depuis seize ans. Selon des statistiques publiées lundi 24 novembre, l'indice IFO, qui mesure le climat des affaires outre-Rhin, a reculé plus que prévu au mois de novembre. Le baromètre flirte désormais avec son niveau de février 1993, quand le pays avait plongé dans la récession après l'euphorie de la réunification.

Les attentes et les perspectives des entreprises se sont nettement dégradées dans presque tous les secteurs, notamment l'industrie manufacturière, où le rythme des commandes ralentit fortement. « C'est comme si un incendie parcourait l'économie allemande à une vitesse prodigieuse », a commenté Carsten Brzeski, économiste chez ING Financial Markets.

La locomotive de la zone euro est déjà entrée en récession technique au troisième trimestre, après deux reculs trimestriels consécutifs de son produit intérieur brut (PIB). Très dépendante de ses exportations, l'économie allemande est touchée de plein fouet par le ralentissement mondial. Les entreprises freinent leurs investissements et la consommation des ménages reste faible.

Le ralentissement économique « va désormais affecter le marché du travail », a estimé le président de l'institut IFO, Hans-Werner Sinn. Un sondage publié lundi par l'institut économique de Cologne (IW) confirme ces sombres prévisions : près de 35 % des entreprises allemandes ont l'intention de supprimer des emplois l'an prochain et 37 % tablent sur un recul de la production.

Officiellement, Berlin prévoit une croissance de 0,2 % en 2009. Mais le ton est pessimiste. « Nous devons nous attendre à ce que l'année prochaine, au moins dans les premiers mois, soit une année de mauvaises nouvelles », a estimé la chancelière Angela Merkel, dimanche, dans *Welt am Sonntag*. Nombre d'économistes prédisent désormais une contraction du PIB en 2009. La Bundesbank table sur un recul de 1 %, soit la décélération la plus forte jamais observée dans l'Allemagne de l'après-guerre. ■

MARIE DE VERGÈS

INDUSTRIE NOUVELLE DÉTÉRIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN NOVEMBRE, SELON L'INSEE

Baisse de l'intérim, chômage technique : comment la crise se diffuse dans le tissu industriel français

LES INDUSTRIELS n'ont pas le moral. L'indicateur synthétique du climat des affaires, qui résume leur opinion sur la conjoncture, a reculé de sept points en novembre. Il se situe à son niveau le plus bas depuis septembre 1993, a révélé, mardi 25 novembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans son enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie. Les perspectives de production, tant personnelles que générales, sont à leur plus bas niveau historique. Elles laissent présager une poursuite du ralentissement de l'activité au cours des prochains mois.

Sur le terrain, la récession industrielle se fait sentir partout. Elle conduit les entreprises à « serrer les boulons » et à geler leurs projets, faute de visibilité sur 2009. La filière des sous-traitants de l'automobile, par exemple, subit la crise de plein fouet. Les décolleteurs de la

vallée de l'Arve (Haute-Savoie) font face à une forte chute de leur activité depuis octobre. Sur les 600 entreprises de la région, interrogées par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), plus d'une centaine prévoit une diminution de leur chiffre d'affaires de 35 % en octobre et de 50 % en décembre.

« Les entreprises à genou »

La baisse brutale des commandes a conduit les sous-traitants de premier rang à mettre en place des plans de sauvegarde de l'emploi. Quant aux sous-traitants de second rang, ils mettent fin aux missions de leurs intérimaires, programmation des arrêts complets d'activité entre les fêtes, et une quarantaine de PME sont en chômage partiel. Pour ces entreprises qui emploient 14 000 salariés, la CGPME réclame une exonération de taxe professionnelle en 2008 et des reports de paiements des charges sociales en 2010 « sans inscription au privilège », c'est-à-dire sans ce fichage à la Banque de France qui, dit-elle, « met les entreprises à genou ».

Dans l'Oise, où quelque 10 000 salariés travaillent dans cette filière, les sous-traitants des grandes constructeurs tournent à 20 % ou 25 % de leurs capacités de production, assure Christophe Heymès, délégué général du Medef dans le département. Là aussi, les intérimaires ont été remerciés, les salariés sont priés de prendre leurs jours de réduction du temps de travail (RTT) ou leurs congés payés

2009 par anticipation. Les entreprises imposent des périodes de fermeture obligatoire, recourent au chômage partiel et, dans le pire des cas, licencient.

Le travail temporaire, qui a employé 650 000 équivalents plein temps (EPT) en 2007, fait les frais de la crise. Il a perdu près de 100 000 EPT entre octobre 2007 et octobre 2008, indique Arnaud de la Tour, président de l'organisation patronale des Professionnels de l'intérim, services et métiers de l'emploi (Prisme). « Nous n'avons pas de visibilité pour 2009, mais nous ne sommes pas très optimistes, malgré la résistance de certaines filières industrielles, comme l'aéronautique, ou des services. Lors de la récession de 1992-1993, il nous avait fallu trois ans pour retrouver nos niveaux d'activité d'avant la crise », précise-t-il.

La chute des commandes est net-

CLAIRE GUÉLAUD

Une journée d'action intersyndicale « début 2009 »

La mobilisation contre la crise et ses conséquences pour les salariés aura lieu « au début de l'année 2009 », ont annoncé huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA), lundi 24 novembre. Selon eux, « les salariés, les retraités, les demandeurs d'emploi sont les premiers à payer une crise dont ils ne sont pas responsables ». Soulignant les nombreux recours aux RTT pour faire face aux baisses d'activité, au chômage technique ou aux plans sociaux, les syndicats appellent

partout, même dans les départements où l'activité industrielle est très diversifiée. En Charente, par exemple, Véronique Brouillé (Medef) note que la cellule de soutien aux TPE-PME « n'est pas submergée de demandes ». Mais elle constate « des signes inquiétants » comme « l'explosion des demandes de chômage partiel », dont le nombre a été multiplié par huit en un mois. Dans ce département comme dans l'Oise, les relations des PME avec leurs assureurs-crédit sont tendues. « Quand Euler Hermès SFAC ou Coface décotent des pans entiers de l'économie, les entreprises concernées font face à des fournisseurs qui leur demandent de payer comptant. Pour les PME, ce peut être catastrophique », note M. Heymès. Dans cette sombre ambiance, les PME ne font pas de projets au-delà de quinze jours ou trois semaines. ■

à la « responsabilité de l'Etat et des employeurs ». Ils proposent une « mobilisation massive pour faire aboutir les revendications sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les garanties collectives, les protections sociales, les conditions d'une relance économique ». Les huit se reverront pour préciser les modalités d'action. FO propose une « grève massive interprofessionnelle ». La CGT voulait une journée d'action rapide. En attendant, elle organise avec la FSU et Solidaires des initiatives le 26 novembre.

GRANDE-BRETAGNE CONTRE LA RÉCESSION

Le plan britannique creusera un déficit public de 8 % du PIB

LONDRES
CORRESPONDANTE

Pendant longtemps, le Royaume-Uni a regardé avec condescendance ses voisins continentaux incapables de maîtriser leurs finances publiques. Les gouvernements travaillistes de Tony Blair puis de Gordon Brown n'étaient pas en reste. La crise a radicalement changé la donne.

En présentant son plan de relance, lundi 24 novembre, Alistair Darling, le chancelier de M. Brown, a prévenu qu'il serait « pervers et dommageable » d'appliquer les règles traditionnelles en matière budgétaire à la période actuelle. De fait, les 20 milliards de livres (23,5 milliards d'euros, soit 1 % du produit intérieur brut) que l'Etat va injecter d'ici à 2011 dans une économie dépressive - la richesse nationale devrait croître de 0,75 % en 2008 reculer de 0,75 % à 1,25 % en 2009 - vont littéralement faire exploser les déficits et la dette britanniques.

Sur l'année fiscale du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009, le Trésor devra emprunter 78 milliards de livres (91,6 milliards d'euros) pour faire face à ses engagements. En 2009-2010, cette somme montera à 118 milliards, soit 8 % du PIB. Ces milliards ne serviront pas à financer, comme le voulait l'une des règles d'or du New Labour, les seuls investissements. Ils iront boucher les trous laissés par des baisses d'impôts non financées. Il faudra attendre 2015-2016, a prévenu M. Darling,

pour renouer avec la discipline d'avant la crise. Entre-temps, la dette publique du Royaume-Uni sera montée jusqu'à 57 % du PIB en 2012, contre 41 % cette année. Et encore ce chiffre ne tient-il pas compte des 37 milliards de livres que le gouvernement a dépensées pour sauver de la faillite et nationaliser partiellement Lloyds TSB, Royal Bank of Scotland et Halifax Bank of Scotland.

« A période exceptionnelle, mesures exceptionnelles », n'a cessé de marteler M. Brown ces dernières semaines. L'ancien chancelier de Tony Blair, si attaché à l'orthodoxie financière, a choisi de dépenser pour stimuler l'économie. Le taux de TVA sera abaissé de 17,5 % à 15 % entre le 1^{er} décembre et le 1^{er} janvier 2010 pour un coût de 12,5 milliards. Les allocations familiales seront augmentées avant l'heure, les plus pauvres seront encouragés à épargner, des logements sociaux seront construits ou rénovés, les PME se verront accorder des facilités de paiement...

David Cameron, le chef de l'opposition conservatrice, parle de « bombe à retardement » fiscale, puisqu'il faudra rembourser. M. Darling assume. Une fois la crise passée, une fois les élections prévues d'ici à la mi-2010 remportées, il sera temps de rembourser. On comprend que M. Cameron, pour l'heure donné gagnant dans les sondages, apprécie modérément. ■

VIRGINIE MALINGRE

ECRIVAINS

les Editions Bénévent publient de nouveaux auteurs

Pour vos envois de manuscrits :

Service ML - 1 rue de Stockholm
75008 Paris - Tél. 01 44 70 19 21
www.editions-benevent.com

La banque, bien public de la mondialisation



Carte blanche

Nicolas Baverez

Les banques sont au cœur de la crise qui bouleverse le capitalisme mondialisé. Elles furent à l'origine de la bulle spéculative qui s'est constituée autour du crédit, puis le vecteur de la violente contraction de la liquidité, qui menace de se transformer en déflation.

Elles ont rythmé le calendrier du choc : arrêt du marché interbancaire le 9 août 2007, panique sur Northern Rock, sauvetage de Bear Stearns le 17 mars 2008, nationalisation de Fannie Mae et Freddie Mac le 7 septembre, faillite de Lehman Brothers le 15 septembre, qui restera comme la plus grande erreur économique depuis le relèvement des taux de la Fed au lendemain du jeudi noir d'octobre 1929. Elles constituent le lien entre le

krach immobilier, l'effondrement du crédit et la chute des marchés financiers.

À l'âge de la mondialisation, la matérialisation du risque systémique que les banques font peser sur le capitalisme entraîne des coûts gigantesques : 700 milliards de dépréciation, 450 milliards de recapitalisation, une violente récession, et des millions de chômeurs dans le monde développé, sans oublier la banqueroute de pays comme l'Islande, dont la dette bancaire est sept fois supérieure à son PIB. Dans le même temps, les Etats ont mobilisé plus de 1 000 milliards de dollars aux Etats-Unis et près de 1 900 milliards d'euros en Europe pour éviter le défaut des banques.

Face à une déflation par la dette, la priorité absolue doit de fait être accordée au sauvetage des banques. De ce point de

vue, les enseignements de la Grande Crise des années 1930 ont été pleinement tirés. Tous les moyens de la politique économique ont été mobilisés pour enrayer le risque systémique, des plus classiques – injection massive de liquidités et baisse des taux d'intérêt par les banques centrales, recapitalisations, y compris par voie de nationalisation et restructurations – jusqu'aux plus innovants, à travers la garantie des Etats sur les actifs et les dettes bancaires. Déclencheurs et courroies de transmission de la déflation, les banques détermineront le calendrier et le scénario de la sortie de crise, qui dépendra de la vitesse de reconstitution de leurs fonds propres.

L'Europe est particulièrement concernée, qui pourrait basculer dans une déflation de longue durée à la japonaise si le retard apporté à l'apurement des bilans bancaires devait s'ajouter au retard intervenu dans la baisse des taux par la BCE. Au-delà, les banques vont jouer un rôle-clé dans la reconfiguration du capitalisme mondialisé et serviront de ban d'essai pour l'émergence de ses futures institutions. D'où l'intérêt de revenir sur la nature de leur activité, l'évolution de leur modèle économique, leur régulation enfin.

La crise rappelle brutalement les singularités qui font des banques des entreprises exorbitantes du droit commun comme des principes de l'économie de marché. Elles émettent la monnaie, via le crédit. Elles conditionnent les transactions – donc le niveau de l'activité – tout en

gérant et conservant une part essentielle des patrimoines des entreprises et des ménages. Elles règlent la dynamique même du capitalisme, puisque la transformation est indissociable de la prise de risque. Elles sont totalement interconnectées, ce qui implique que le défaut de l'une d'entre elles peut déstabiliser toutes les autres.

Enfin, elles disposent du privilège rare d'être préservées du risque de la faillite par un droit de tirage illimité sur les pouvoirs publics, et donc les contribuables : une petite banque peut faire faillite ; une grande banque ou les banques ne peuvent faire faillite.

Le modèle économique de ces entreprises si particulières se trouve radicalement transformé par la crise. La banque d'investissement, hier fleuron du capitalisme mondialisé, a disparu au profit de la banque universelle. Les restructurations se traduisent par une concentration accélérée dans tout le monde développé. Une nouvelle économie mixte se met en



Le modèle économique de ces entreprises si particulières se trouve radicalement transformé par la crise



place avec l'entrée en force des Etats dans le capital des grandes institutions financières occidentales. L'activité se réoriente brutalement vers la banque de détail, au détriment des opérations de marché, sur fond de hausse du coût du risque et de réduction à marche forcée du levier de l'endettement. La baisse des taux et la réévaluation des risques restaurent les marges et laissent augurer une excellente rentabilité, sitôt les fonds propres rétablis.

Depuis la calamiteuse débâcle de Lehman, aucun grand pays ne prendra de sitôt le risque d'une faillite bancaire importante. La conclusion est nette : sous le choc actuel de l'effondrement du crédit, se profile un oligopole bancaire hautement rentable et assuré de sa pérennité du fait de la présence forte des intérêts publics et d'une immunité illimitée contre le risque de défaut.

Voilà pourquoi les banques demeurent le banc d'essai de la mondialisation. Du fait de leurs caractéristiques, elles ont la nature d'un bien public qui génère des gains de productivité considérables pour l'économie en cas de bon fonctionnement, et des destructions majeures en cas de dysfonctionnement. D'où la nécessité d'une régulation qui doit intégrer la dimension mondiale du risque et se frayer un chemin étroit entre les deux moyens les plus sûrs d'aboutir à un krach bancaire : la déréglementation et la nationalisation. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien